

REPUBLIQUE GABONAISE

ENQUETE NATIONALE SUR LA PAUVRETE Enquête de perception

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
(PNUD)**

Libreville Janvier 2004

RESUME

L'étude de la Banque Mondiale de 1994 sur la pauvreté au Gabon, reste à ce jour l'unique tentative de dégager un état des lieux objectif du phénomène.

La présente enquête – enquête de perception de la pauvreté - se distingue du premier exercice par le souci de cerner la pauvreté autrement que par l'approche quantitative qui avait prévalu en 1994 d'une part, et par une couverture territoriale plus large d'autre part.

L'approche qualitative adoptée ici s'articule autour de la représentation que les populations ont du vécu de la pauvreté et que l'on peut résumer dans cette interrogation de Marguerite Bey : « Comment les pauvres vivent ils et décrivent ils leur situation ? »

L'incidence de la pauvreté sur les populations a été largement établie à travers une diversité d'items. L'image que les ménages donnent de leur vie dans ce contexte, montre le large spectre des formes que revêt la pauvreté dans la représentation collective gabonaise.

La mesure du phénomène transparaît à travers l'opinion de 81,4% des répondants, qui considèrent leurs conditions de vie comme celles de "personnes pauvres", autrement dit le sentiment d'être frappé par la pauvreté apparaît d'autant répandu au sein de la population.

Dans cet ordre d'idées, la population associe la pauvreté à trois indicateurs, qui renvoient de façon emblématique, à trois problèmes principaux: *le niveau de revenu, l'état de santé et les conditions de logement.*

- *Le niveau de revenu* est le discriminant le plus sensible au sein du panel. Quand cet indicateur est cité au premier rang, c'est plus de la moitié du panel (50,9%) qui définit la pauvreté en fonction du revenu. Cette relation est d'autant plus significative que quasiment l'ensemble du panel (90,2%) considère que le revenu disponible n'est pas du tout suffisant. Moins d'un gabonais sur 10 considère alors disposer d'un revenu, soit assez suffisant (7,1% du panel), ou suffisant (2,7% du panel)

- *L'état de santé* vient au second rang des "facteurs de pauvreté". Entre le quart et le tiers du panel, partage cette opinion. De fait la pathologie qui pèse sur la carte épidémiologique, hors la pandémie du VIH/SIDA, est le paludisme, dont le lien avec l'insalubrité de l'environnement et la pauvreté est bien connu des spécialistes. En outre, 56,4% des ménages estiment qu'il y a une relation de cause à effet entre les maladies dominantes à l'instar du paludisme, et la pauvreté. Enfin, achevant de convaincre de l'importance de la santé dans le profil de la pauvreté vécue, il apparaît que 80,9% des ménages, considèrent "*pas du tout satisfaisante*", la prise en charge sanitaire, par les structures dévolues à cette tâche

- *Les conditions de logement* complètent le tableau des facteurs structurants de la représentation de la pauvreté. Ainsi, 55,6% des répondants, soit plus de la majorité des enquêtés, ne sont pas propriétaires de leur habitation, la qualité de celle-ci laissant de plus à désirer, car à peine un tiers du panel (29,5%) juge être bien logé.

Plus de la moitié des répondants, soit 67,6%, estiment mauvaises leurs conditions de logement.

En réalité, plus que la qualité de l'habitat individuel, c'est l'ensemble de la situation de l'habitat qui est en cause. En effet, selon 89,1% des répondants, la situation du logement au Gabon est jugée '*pas du tout satisfaisante*'.

Dans le prolongement de cette image de la pauvreté dans l'opinion, les réponses communautaires présentent la double caractéristique d'être faibles dans l'ensemble et surtout de se fonder sur une attente particulièrement élevée à l'égard de l'Etat.

En résumé, l'état de l'opinion sur la pauvreté amène incontestablement à s'interroger sur l'échec de l'état providence illustré, entre autres symboles, dans au moins deux secteurs sociaux de base, la santé et l'habitat. Au regard de ce constat, il apparaît impérieux d'œuvrer à la réduction de la forte attente vis-à-vis de l'Etat, observée dans l'opinion et de changer les pratiques et comportements associés à cette attente.

INTRODUCTION

Les TDR....

Méthodologie

L'enquête sur la perception de la pauvreté au Gabon, a été réalisée durant près de deux semaines sur l'ensemble du territoire national, autour de deux volets : l'investigation en milieu urbain ou rural d'une part et les monographies villageoises d'autre part.

Les caractéristiques (population, habitat, facteurs sociaux...) de l'urbanisation, à la lumière de la cartographie en place depuis la fin des années 1980 au Gabon, mettent en relief une configuration qui a été prise en compte à travers la distinction :

- d'un premier pôle de forte tendance urbaine autour de trois principales provinces et de leurs chefs lieux : Estuaire (Libreville), Haut-Ogooué (Franceville) et Ogooué-Maritime (Port-Gentil) ;
- d'un deuxième pôle où prédominent encore les traits ruraux : Moyen Ogooué (Lambaréné), Ngounié (Mouila), Nyanga (Tchibanga), Ogooué-Lolo (Kouilamoutou) et Woleu-Ntem (Oyem).

Au total un échantillon de 1000 ménages, couvrant les neuf capitales provinciales selon une clef de répartition à la proportionnelle du poids démographique [base recensement de 1993 et Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 2000], a été retenu. L'information auprès de cette population a été essentiellement collectée au moyen d'un guide d'entretien couvrant sept thématiques majeures relatives au vécu et à la représentation de la pauvreté : santé, éducation, habitat, emploi et chômage, alimentation, transport, revenu et situation socio-économique générale. Le choix des thématiques a également été dicté par la prise en compte des objectifs du millénaire.

Les monographies villageoises ont été conduites dans les régions du nord et du sud du pays, conformément à une approche méthodologique visant à contraster les expériences de développement du nord et du sud Gabon ; comparaison qui tente de comprendre pourquoi le nord paraît plus dynamique et plus entreprenant que le sud. Quels sont les facteurs qui jouent dans chaque "modèle de situation".

A l'exception des données des monographies, les résultats de l'enquête auprès des ménages ont fait l'objet d'une codification et d'une exploitation systématique à l'aide du logiciel SPSS.

La présentation des résultats de l'enquête permet de prime abord de dégager la distribution de la population, avant de passer en revue différents aspects de la représentation de la pauvreté et du profil sous-jacent.

RESULTATS

1. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

1.1 Les monographies villageoises

Les deux provinces qui ont fait l'objet chaque fois de deux monographies villageoises ont la particularité de compter le volume le plus élevé de population rurale par province. Elles arrivent aussi en tête des provinces pour le nombre de villages. Avec 487 villages, le Woleu Ntem se classe au premier rang, suivi de la Ngounié où l'on dénombre 293 villages.

A - Province du Woleu-Ntem

Le Woleu-Ntem, dans le nord du Gabon, a la proportion de population rurale la plus forte, soit 62177 paysans contre 35094 habitants le milieu urbain. Les monographies ont été conduites dans les villages de Andôme-Odzip et de Mvom-Ayop.

B - Province de la Ngounié

Au sud du pays, la Ngounié vient en deuxième position avec une population rurale de 40261 personnes contre 37520 résidents urbains. Ici, ce sont les villages de Mouladou et de Bilengui qui ont été sélectionnés pour les monographies.

1.2 Les agglomérations urbaines et rurbaines

De manière générale, l'échantillon reflète la distribution spatiale de la population nationale : concentration autour de Libreville et forte dispersion sur le reste du pays.

Echantillon par ville

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Libreville-Owendo/Estuaire	679	67,9	67,9	67,9
	Franceville/Haut-Ogooué	50	5,0	5,0	72,9
	Lambaréné/Moyen-Ogooué	25	2,5	2,5	75,4
	Mouila/Ngounié	26	2,6	2,6	78,0
	Tchibanga/Nyanga	23	2,3	2,3	80,3
	Makokou/Ogooué-Ivindo	16	1,6	1,6	81,9
	Koulamoutou/Ogooué-Lolo	19	1,9	1,9	83,8
	Port-Gentil/Ogooué-Maritime	126	12,6	12,6	96,4
	Oyem/Woleu-Ntem	36	3,6	3,6	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

1.3 La répartition par âge et niveau d'instruction

Sexe du répondant

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Féminin	255	25,5	25,5	25,5
	Masculin	745	74,5	74,5	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

La répartition est dominée par les réponses masculines (74,5%), sur celles du genre féminin (25,5%).

Du point de vue de l'âge, les réponses se concentrent pour 61,5%, autour de deux principales tranches d'âge : les 30-40 ans et les 40-50 ans qui pèsent respectivement 34,7% et 26,8%. Les plus de 50 ans représentent 20,8% du panel ; la dernière composante, avec le plus faible taux (17,5%) est la tranche des 20-30 ans.

Classe d'âge

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Moins de 20 ans	2	,2	,2	,2
	[20 - 30 ans[	175	17,5	17,5	17,7
	[30 - 40 ans[	347	34,7	34,7	52,4
	[40 - 50 ans[	268	26,8	26,8	79,2
	50 ans et plus	208	20,8	20,8	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

Au regard de l'instruction, seuls 2,2% de l'échantillon déclarent ne pas être scolarisés. C'est donc 97,8% de l'ensemble des répondants qui ont été scolarisés, soit 55,6% jusqu'au secondaire, 21,9% jusqu'au supérieur et 20,3% ayant atteint le niveau primaire.

Niveau d'instruction

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Primaire	203	20,3	20,3	20,3
	Secondaire	556	55,6	55,6	75,9
	Supérieur	219	21,9	21,9	97,8
	Sans	22	2,2	2,2	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

1.4 La situation matrimoniale et sociale

La situation matrimoniale est dominée par la faiblesse des unions, vu que plus de la moitié du panel (56,6%) vit hors de toute forme d'union, dont 52,3% de célibataires à proprement parler et 4,3% de divorcés. Les personnes vivant

en union, soit sous la forme du mariage formel (36,4%), soit sous la forme du concubinage (1,7%) représentent un taux de 38,1%. Le dernier sous groupe est constitué des veufs(ves), avec un taux de 5,3%

Statut matrimonial

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Célibataire	523	52,3	52,3	52,3
	Marié	364	36,4	36,4	88,7
	Divorcé	43	4,3	4,3	93,0
	Veuf	53	5,3	5,3	98,3
	Concubinage	17	1,7	1,7	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

La situation socio-économique est caractérisée par la faiblesse du niveau de l'emploi, moins de la moitié du panel (46,6%) déclarant être salariée. Une composante du panel est constituée par 16,6% de travailleurs indépendants. Le reste de l'échantillon, c'est-à-dire 36,8%, sans activité comprend 25,1% de chômeurs ; 8,5% de retraités et 3,2% d'étudiants.

Situation sociale du répondant

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Chômeur	251	25,1	25,1	25,1
	Etudiant	32	3,2	3,2	28,3
	Retraité	85	8,5	8,5	36,8
	Salarié	466	46,6	46,6	83,4
	Travailleur indépendant	166	16,6	16,6	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

2. PROFIL DE LA PAUVRETE

L'analyse de la situation de la pauvreté a été abordée à travers une dizaine d'items qui donnent une évaluation assez large de l'impact exercé par la pauvreté et tel que cet impact est vécu par les populations.

2.1 Le revenu et le pouvoir d'achat

La distribution de l'échantillon par rapport au niveau de revenu montre que 43,1% vivent avec un revenu au moins égal à 100 000 FCFA, par mois. Pour 20,8% d'entre eux, le revenu mensuel est compris entre 10 000 FCFA et 50 000 FCFA, ce qui correspond à une fourchette de moins d'un dollar à 2,77 dollars par jour.

Le deuxième sous groupe par le niveau de revenu, soit 22,3%, des répondants, gagne entre 50 000 FCFA et 100 000 FCFA, soit à peu près entre 2,77 dollars et 5,53 dollars par jour. On dénombre 56,9% des répondants qui disposent d'un revenu mensuel supérieur à 100 000 CFA, donc au dessus de 5,53 dollars par jour.

Quel est votre revenu mensuel actuel ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Entre 10 000 et 50 000 F Cfa	196	19,6	20,8	20,8
	Entre 50 000 et 100 000 F Cfa	210	21,0	22,3	43,1
	Au delà de 100 000 F Cfa	535	53,5	56,9	100,0
	Total	941	94,1	100,0	
Missing	System	59	5,9		
Total		1000	100,0		

La faiblesse des revenus apparente ici, est confirmée une première fois, à travers les réponses sur le niveau des dépenses supporté par les ménages. Il ressort en effet que 54,8% des réponses déclarent des dépenses de l'ordre de 10000FCFA à 100000FCFA par mois, soit un pouvoir d'achat inférieur à 5,53 dollars par jour. Dans 25,6% des cas, le pouvoir d'achat s'étale de moins d'un dollar par jour à 2,77 dollars, alors que dans à peine un tiers des cas où les dépenses sont comprises entre 50 000 FCFA et 100 000 FCFA par mois, le pouvoir d'achat par jour est de 2,77 à 5,53 dollars par jour. Il ne reste plus que moins de la moitié de la population (45,2%) capables de dépenser plus de 100 000 FCFA au mois qui bénéficie d'un pouvoir d'achat supérieur à 5,53 dollars par jour.

Pour les besoins courants, quel est le montant mensuel de vos dépenses ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Entre 10 000 et 50 000 F Cfa	251	25,1	25,6	25,6
	Entre 50 000 et 100 000 F Cfa	286	28,6	29,2	54,8
	Au delà de 100 000 F Cfa	443	44,3	45,2	100,0
	Total	980	98,0	100,0	
Missing	System	20	2,0		
Total		1000	100,0		

Les réponses à la deuxième question de contrôle ne laissent guère de doute sur le sentiment général de l'opinion sur la capacité des ménages à assurer leur subsistance (*satisfaire les besoins courants*) avec le niveau de revenu mensuel déclaré. C'est quasiment l'ensemble du panel (90,2%) qui considère que le revenu disponible n'est pas du tout suffisant. Moins d'un gabonais sur 10 considère alors disposer d'un revenu, soit *assez suffisant* (7,1% du panel), ou *suffisant* (2,7% du panel).

Par rapport à vos besoins courants, jugez-vous votre revenu :

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Suffisant	27	2,7	2,7	2,7
	Assez suffisant	71	7,1	7,1	9,8
	Pas du tout suffisant	899	89,9	90,2	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

2.2 L'emploi et le chômage

Si 46,6% des répondants se déclarent salariés, cette photographie cache de profondes disparités d'un ménage à l'autre. Ces disparités ressortent en proportion de la faiblesse du taux d'emploi par ménage. On observe à cet égard que, dans près d'un tiers de ménages (28,8%), aucune personne que le répondant, n'est salariée. Dans un autre tiers des ménages (30,7%), une seule personne, en plus du répondant est salariée. Ensuite, dans 9,2% des ménages, on trouve deux autres personnes qui travaillent. Les ménages où on trouve trois et quatre autres personnes employées, tombent respectivement à 3,8% et 1,5% du panel.

Combien d'autres membres du ménage travaillent?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid		250	25,0	25,0	25,0
	0	288	28,8	28,8	53,8
	1	307	30,7	30,7	84,5
	10	1	,1	,1	84,6
	16	1	,1	,1	84,7
	2	92	9,2	9,2	93,9
	3	38	3,8	3,8	97,7
	4	15	1,5	1,5	99,2
	5	5	,5	,5	99,7
	6	1	,1	,1	99,8
	7	2	,2	,2	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

Considérée par rapport à la recherche du premier emploi, la situation des ménages révèle des tendances concordantes avec la première analyse. Dans 35,4% des ménages, à l'exception du répondant, personne d'autre n'est à la recherche d'un premier emploi. En revanche dans presque 40% (38,8%) des ménages, on compte, outre le répondant, d'autres personnes à la recherche d'un premier emploi : dans 19,5% des ménages, cette préoccupation concerne une personne ; ensuite dans 9,9% des ménages, il s'agit de deux personnes ; puis trois personnes dans 4,7% des ménages ; quatre personnes dans 2% des ménages ; cinq et six personnes dans respectivement 1,5% et 1,1% des ménages.

Combien d'autres membres du ménage sont au chômage ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid		251	25,1	25,1	25,1
	0	297	29,7	29,7	54,8
	1	215	21,5	21,5	76,3
	10	1	,1	,1	76,4
	11	1	,1	,1	76,5
	12	1	,1	,1	76,6
	19	1	,1	,1	76,7
	2	105	10,5	10,5	87,2
	3	56	5,6	5,6	92,8
	4	31	3,1	3,1	95,9
	5	21	2,1	2,1	98,0
	6	12	1,2	1,2	99,2
	7	2	,2	,2	99,4
	8	2	,2	,2	99,6
	9	4	,4	,4	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

A la lumière de ces premières évaluations de la situation de l'emploi, il était intéressant de prendre directement la mesure du chômage au sein des ménages. Dans un tiers des ménages (29,7%), personne - excepté le répondant - n'émarge au chômage. En revanche, dans 42% des cas, le

répondant et d'autres membres du ménage sont en situation de chômage : dans un quart (25,1%) des ménages, le chômage concerne une personne supplémentaire ; dans 10,5% des ménages, le chômage touche deux autres personnes ; dans 5,6% des cas, trois personnes sont concernées, etc.

2.3 La santé

L'état des lieux en matière de santé est d'abord rendu par la carte épidémiologique établie par la régularité des pathologies déclarées par la population. Ainsi, le paludisme apparaît pour 89,2% des ménages, comme la pathologie la plus courante, suivi des Infections Respiratoires Aiguës (IRA) selon 3,6% des ménages ; des diarrhées et de la grippe, selon respectivement 2,9% et 2,7% des ménages interrogés.

Quelles sont, dans votre milieu, les maladies les plus courantes ? Choix 1

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Paludisme	888	88,8	89,2	89,2
	Infections respiratoires aiguës	36	3,6	3,6	92,9
	VIH/SIDA	3	,3	,3	93,2
	Diarrhée	29	2,9	2,9	96,1
	Tuberculose	1	,1	,1	96,2
	Autres	8	,8	,8	97,0
	Grippe	27	2,7	2,7	99,7
	Tension	3	,3	,3	100,0
	Total	995	99,5	100,0	
Missing	System	5	,5		
Total		1000	100,0		

Quel lien les populations établissent elles entre la récurrences de ces pathologies et leurs conditions de vie ? Les réponses obtenues montrent que les populations établissent un lien entre ces maladies et la pauvreté dans 56,4% des ménages ; les carences des structures de soins et les conditions climatiques du pays sont considérées comme des causes respectivement dans 23% et 17,4% des ménages.

Considérez-vous que la fréquence de ces maladies est liée :

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	A la pauvreté	558	55,8	56,4	56,4
	Au manque de structure de soins	227	22,7	23,0	79,4
	A la nature (climat...)	172	17,2	17,4	96,8
	Autres causes	32	3,2	3,2	100,0
	Total	989	98,9	100,0	
Missing	System	11	1,1		
Total		1000	100,0		

L'opinion des populations révèle que, dans le contexte de pauvreté mis en relief, les conditions d'accès aux soins pèsent sur la santé, 83,7% des répondants jugeant ces conditions plutôt difficiles contre seulement 12,2% qui considèrent l'accès aux soins plutôt facile.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Plutôt faciles	122	12,2	12,2	12,2
	Plutôt difficiles	835	83,5	83,7	95,9
	Autres	41	4,1	4,1	100,0
	Total	998	99,8	100,0	
Missing	System	2	,2		
Total		1000	100,0		

Et si les conditions d'accès aux soins sont ainsi considérées, la principale raison évoquée par 62,2% des ménages est le niveau jugé élevé des coûts des soins de santé. A côté de cette cause concordante avec le facteur de pauvreté, 20,5% des ménages mettent en cause la mauvaise qualité de l'accueil dans les structures sanitaires ; tandis que 15,4% soulignent l'éloignement des structures sanitaires.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	A l'éloignement des centres de soins	141	14,1	15,4	15,4
	A la mauvaise qualité de l'accueil	188	18,8	20,5	35,9
	Au coût élevé des soins	570	57,0	62,2	98,1
	Autres	17	1,7	1,9	100,0
	Total	916	91,6	100,0	
Missing	System	84	8,4		
Total		1000	100,0		

Les obstacles à l'accès aux soins de santé sont d'autant plus ressentis qu'il ne semble pas exister d'alternative à la santé publique, qui demeure pour 85,7% des ménages, le recours le plus régulier : en cas de maladie, 77,5% des ménages fréquentent régulièrement l'hôpital et 8,2% des ménages vont régulièrement au dispensaire.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Dispensaire	82	8,2	8,2	8,2
	Hôpital	773	77,3	77,5	85,8
	Centre de soins pour religieuses	28	2,8	2,8	88,6
	Médecine traditionnelle	68	6,8	6,8	95,4
	Autres	46	4,6	4,6	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

La mesure du degré de satisfaction ou d'insatisfaction vient corroborer le lien établi dans l'opinion entre la situation sanitaire vécue et la pauvreté. Il est en effet révélateur que 80,9% des ménages, considèrent "pas du tout satisfaisante", la prise en charge sanitaire, par les structures dévolues à cette tâche. Le degré de satisfaction est dérisoire (4,8% des ménages).

2.4 L'alimentation et la nutrition

La qualité de la nutrition peut être évaluée à travers un premier indicateur : l'alimentation de base. L'étude confirme la domination de deux principaux aliments, le riz qui s'est installé dans les habitudes alimentaires locales, traduisant un changement profond sur ce plan ; et le manioc qui est un aliment ancré dans les habitudes alimentaires locales.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Manioc	299	29,9	30,0	30,0
	Le pain	151	15,1	15,2	45,2
	Le riz	474	47,4	47,6	92,8
	Mets variés	48	4,8	4,8	97,6
	Banane	21	2,1	2,1	99,7
	Tarots	3	,3	,3	100,0
	Total	996	99,6	100,0	
Missing	System	4	,4		
Total		1000	100,0		

Le riz est de loin – pour 47,4% des ménages- l'aliment le plus fréquent, loin devant le manioc, dont la régularité est attestée par 30% des ménages. A noter le poids du pain dans les habitudes alimentaires qui le classe au troisième rang (15,2% des ménages) dans l'alimentation de base.

Au total, l'alimentation d'importation, à supposer que la production du manioc soit moins dépendante du marché international, occupe une place assez dominante (62,6% des ménages concernés à la fois par le riz et le pain) pour représenter une contrainte significative sur l'alimentation courante, en termes à la fois de quantité et de qualité de la ration quotidienne.

Mise en perspective avec l'évaluation de la ration quotidienne (nombre de repas par jour), une telle analyse n'est pas superflue. Il est en effet symptomatique qu'à peine le quart (25,6%) des ménages, soient en mesure d'assurer les trois repas quotidiens.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Un seul	267	26,7	26,8	26,8
	Deux	474	47,4	47,6	74,4
	Trois	255	25,5	25,6	100,0
	Total	996	99,6	100,0	
Missing	System	4	,4		
Total		1000	100,0		

La proportion (74,4%) des ménages incapable d'assurer cette norme reste très élevée : moins de la moitié (47,6% des ménages) assure les deux repas et un peu plus du quart (26,8%) se contente d'un repas quotidien unique. Cette observation vient confirmer une tendance déjà mise en évidence par d'autres études sectorielles ou nationales

La carence qui vient d'être relevée peut se comprendre comme l'expression logique de ressources insuffisantes au sein des ménages. De nombreux ménages, à hauteur de 81,7%, considèrent qu'ils ne disposent pas d'un revenu suffisant pour *bien nourrir* leur famille. Moins de deux ménages sur dix peuvent bien assurer l'alimentation de leur famille.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid		25	2,5	2,5	2,5
	Non	817	81,7	81,7	84,2
	Oui	158	15,8	15,8	100,0
	Total	1000	100,0	100,0	

2.5 L'éducation

Les indications sur le niveau d'éducation dans les ménages, confirment les progrès de la scolarisation, généralement constatés par le passé au Gabon.

	Moyenne
Combien de personnes dans le ménage, ont atteint le niveau PRIMAIRE	4,49
Combien de personnes dans le ménage, ont atteint le niveau SECONDAIRE	2,87
Combien de personnes dans le ménage, ont atteint le niveau SUPERIEUR	1,65

Malgré le niveau de scolarisation atteint, les gabonais perçoivent un contexte de plus en plus contraignant qui pourrait affecter les perspectives et les performances scolaires à venir et peser sur les chances d'échapper à la pauvreté ou d'en sortir. Ainsi les appréhensions des populations sont manifestes : pour

71,3% des répondants, les conditions de pauvreté conditionnent l'éducation et le niveau que l'on peut atteindre.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Les conditions de pauvreté	713	71,3	73,4	73,4
	Les bonnes conditions sociales et matérielles	125	12,5	12,9	86,3
	Autres	131	13,1	13,5	99,8
	Conditions matérielles et volonté personnelle	2	,2	,2	100,0
	Total	971	97,1	100,0	
Missing	System	29	2,9		
Total		1000	100,0		

Dans le prolongement de cette opinion, 75,6% des ménages jugent que les conditions d'accès de leurs enfants à l'école sont *plutôt difficiles*.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Plutôt faciles	211	21,1	21,4	21,4
	Plutôt difficiles	756	75,6	76,6	98,0
	Autres	20	2,0	2,0	100,0
	Total	987	98,7	100,0	
Missing	System	13	1,3		
Total		1000	100,0		

Interrogés sur les raisons de la difficulté de scolariser les enfants aujourd'hui, 70,2% des ménages évoquent *le coût élevé de la scolarisation* comme principal obstacle.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Le coût élevé de la scolarité	546	54,6	70,2	70,2
	L'éloignement des établissements scolaires	131	13,1	16,8	87,0
	La mauvaise qualité de l'encadrement	91	9,1	11,7	98,7
	Autres	10	1,0	1,3	100,0
	Total	778	77,8	100,0	
Missing	System	222	22,2		
Total		1000	100,0		

2.6 L'habitat

De nombreux ménages, en proportion de 55,6% des répondants, ne sont pas propriétaires de leur habitation ; ils sont soit locataires pour 40,4%, soit hébergés chez leur parent pour 15,2%.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Locataire	403	40,3	40,4	40,4
	Propriétaire	433	43,3	43,4	83,8
	Logé par les parents	152	15,2	15,2	99,0
	Autres	9	,9	,9	99,9
	Logé par l'Etat	1	,1	,1	100,0
	Total	998	99,8	100,0	
Missing	System	2	,2		
Total		1000	100,0		

S'agissant de la qualité de l'habitat, le logement de 45,4% des ménages est fait de planches. Le logement est en semi dur pour 25,3% des ménages et en dur pour 21,9% des répondants.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	En dur	218	21,8	21,9	21,9
	En sémi-dur	252	25,2	25,3	47,2
	En planches	452	45,2	45,4	92,7
	En tôles	28	2,8	2,8	95,5
	Terre battue	21	2,1	2,1	97,6
	Autres	4	,4	,4	98,0
	Briques de terre	20	2,0	2,0	100,0
	Total	995	99,5	100,0	
Missing	System	5	,5		
Total		1000	100,0		

L'opinion des ménages sur la qualité du logement montre un niveau d'insatisfaction élevé : à peine un tiers du panel (29,5%) juge être bien logé. Plus de la moitié des autres répondants, soit 67,6%, estiment mauvaises leurs conditions de logement.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Très bien logé	28	2,8	2,8	2,8
	Bien logé	294	29,4	29,5	32,4
	Mal logé	673	67,3	67,6	100,0
	Total	995	99,5	100,0	
Missing	System	5	,5		
Total		1000	100,0		

En réalité, plus que la qualité de l'habitat individuel, c'est dans l'ensemble la situation de l'habitat au Gabon qui est en cause : selon 89,1% des répondants, la situation du logement au Gabon est jugée pas du tout satisfaisante ; à peine 10% du panel se disent satisfaits (2,1%) ou assez satisfaits (8,2%) de la situation générale du logement.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Satisfaisante	21	2,1	2,1	2,1
	Assez satisfaisante	81	8,1	8,2	10,3
	Pas du tout satisfaisante	883	88,3	89,1	99,4
	Autres	6	,6	,6	100,0
	Total	991	99,1	100,0	
Missing	System	9	,9		
Total		1000	100,0		

Les mauvaises conditions de logement sont attribuées à trois principales causes, en tête desquelles se trouve la pauvreté, pour 56,5% des répondants. Les carences imputées aux autorités et les difficultés matérielles et financières viennent à parité, au second rang pour 21,2% des ménages dans chaque cas.

Si vous êtes mal logé, quelles sont selon vous les raisons de cette situation ?

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	La pauvreté	413	41,3	56,5	56,5
	Les insuffisances de l'action des autorités	155	15,5	21,2	77,7
	Les difficultés matérielles et financières	155	15,5	21,2	98,9
	Autres	8	,8	1,1	100,0
	Total	731	73,1	100,0	
Missing	System	269	26,9		
Total		1000	100,0		

2.7 L'eau et les sources d'énergie

L'accès à l'eau et à l'électricité ou l'approvisionnement en gaz domestique apparaît contrasté.

L'approvisionnement en électricité semble mieux assuré, 65,1% des ménages disposant d'un branchement individuel. Parmi ceux qui ne bénéficient pas de cet avantage, 27,5% du panel sont alimentés en électricité par le voisin autrement dit par des sources informelles. On compte 6% des ménages qui s'éclairent à la lampe.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Compteur SEEG personnel	649	64,9	65,1	65,1
	Alimentation chez le voisin	274	27,4	27,5	92,6
	Groupe électrogène	7	,7	,7	93,3
	Lampe tempête	60	6,0	6,0	99,3
	Autres	7	,7	,7	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

L'approvisionnement en gaz domestique correspond à des taux encore plus élevés. Ainsi, le combustible utilisé pour la cuisson, par 78,7% du panel, est le gaz. On dénombre 18,8% du panel qui font encore appel au feu de bois.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Gaz	785	78,5	78,7	78,7
	Four électrique	13	1,3	1,3	80,0
	Four à pétrole	12	1,2	1,2	81,2
	Feu de bois	187	18,7	18,8	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

L'approvisionnement en eau est plus faible. Moins de 50% du panel bénéficient d'une adduction d'eau personnelle. Pour 32,7% des répondants, la source est informelle (*le voisin*) alors que 11,9% des répondants ont recours à une borne fontaine.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Compteur SEEG personnel	492	49,2	49,3	49,3
	Alimentation chez le voisin	326	32,6	32,7	82,0
	Borne fontaine	119	11,9	11,9	94,0
	Hydraulique villageoise	1	,1	,1	94,1
	Puit	25	2,5	2,5	96,6
	Rivière	24	2,4	2,4	99,0
	Autres	10	1,0	1,0	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

2.8 Équipement sanitaire et salubrité

Le niveau d'équipement sanitaire présente encore d'importantes déficiences. Les latrines restent en effet le type de WC utilisé par 72,8% du panel. Les installations modernes ne sont présentes que dans 23,3% des ménages.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Toilette à eau courante	233	23,3	23,3	23,3
	Latrines	727	72,7	72,8	96,1
	Autres	39	3,9	3,9	100,0
	Total	999	99,9	100,0	
Missing	System	1	,1		
Total		1000	100,0		

L'opinion du panel sur les conditions générales de salubrité est en cohérence avec l'insatisfaction exprimée à l'égard des conditions de logement. Selon 75,1% des ménages, les conditions d'hygiène dans les quartiers respectifs sont jugées *mauvaises*. Presque le quart du panel juge que ces conditions sont ou *bonnes* (20%) ou *assez bonnes* (3,7%)

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Bonnes	37	3,7	3,7	3,7
	Assez bonnes	199	19,9	20,0	23,7
	Mauvaises	749	74,9	75,1	98,8
	Autres	12	1,2	1,2	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

2.9 Les voies de communication et les transports

L'opinion du panel sur l'état des voies de communication ne laisse aucun doute sur le degré d'insatisfaction.

Selon 78,8% des réponses, l'état du réseau routier n'est *pas du tout satisfaisant*. Pour 21,1%, le réseau routier est considéré soit *assez satisfaisant* (13%), soit *satisfaisant* (8,1%).

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Satisfaisant	81	8,1	8,1	8,1
	Assez satisfaisant	130	13,0	13,0	21,2
	Pas du tout satisfaisant	786	78,6	78,8	100,0
	Total	997	99,7	100,0	
Missing	System	3	,3		
Total		1000	100,0		

L'opinion sur la desserte des quartiers est en phase avec la première indication. Les conditions d'accès à leur lieu d'habitation respectif, sont jugées

difficiles par 51,2% du panel. A cela s'ajoute la situation d'enclavement de certains quartiers où vivent 17% des répondants. Il ne reste qu'un tiers (31,4%) du panel, pour bénéficier de conditions d'accès à leur quartier, jugées *faciles*.

Considérez-vous les conditions de transport

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Satisfaisantes	47	4,7	4,7	4,7
	Assez satisfaisantes	182	18,2	18,3	23,1
	Pas du tout satisfaisantes	763	76,3	76,8	99,9
	Autres	1	,1	,1	100,0
	Total	993	99,3	100,0	
Missing	System	7	,7		
Total		1000	100,0		

Considérez-vous que votre quartier est :

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	D'accès facile	313	31,3	31,4	31,4
	D'accès difficile	511	51,1	51,2	82,6
	Enclavé	170	17,0	17,0	99,6
	Autres	4	,4	,4	100,0
	Total	998	99,8	100,0	
Missing	System	2	,2		
Total		1000	100,0		

Dans ce contexte, comment sont assurés les transports ? Si le transport public existe au Gabon, l'opinion des usagers fait comme s'il n'en était rien et classe ce mode de transport au dernier rang. Celui-ci n'est cité que par 2,9% du panel. Les moyens de transport les plus usités son dans l'ordre : le taxi (60%) avec une prédominance du petit taxi (40,9%) sur le taxi bus (19,1%) ; le *transport clando* (13,9%), c'est-à-dire un mode de transport de fortune qui relève de l'économie informelle et n'obéit à aucune norme élémentaire de sécurité ; le véhicule personnel (8,9%). Faute de ces différents moyens de transport, 14,2% du panel doivent marcher.

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Taxi	408	40,8	40,9	40,9
	Voiture personnelle	89	8,9	8,9	49,8
	Taxi bus	191	19,1	19,1	68,9
	"Transport clando"	139	13,9	13,9	82,9
	Bus SOGATRA	29	2,9	2,9	85,8
	La marche	142	14,2	14,2	100,0
	Total	998	99,8	100,0	
Missing	System	2	,2		
Total		1000	100,0		

2.10 Conditions de vie

Au terme de l'examen de ces différentes variables, il est apparu pertinent de recueillir l'opinion des ménages sur les conditions de vie en général. Les réponses obtenues montrent une concordance avec les indications sur les aspects particuliers. Il est clair pour 81,4% des répondants que leurs conditions de vie sont celles de *personnes pauvres*. Une composante plus petite du panel (17,7%) estime avoir des conditions de vie de *personne aisée* (13,9%) ou de *personne riche* (3,8%).

Considérez-vous vos conditions de vie comme celles

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	D'une personne pauvre	809	80,9	81,4	81,4
	D'une personne aisée	138	13,8	13,9	95,3
	D'une personne riche	9	,9	,9	96,2
	Autres	38	3,8	3,8	100,0
	Total	994	99,4	100,0	
Missing	System	6	,6		
	Total	1000	100,0		

3. LES MONOGRAPHIES

3.1 Province du Woleu-Ntem : les villages d'ANDOME-ODZIP et de MVOME-AYOP

ANDOME-ODZIP

Situé sur l'axe routier qui va vers Bitam et le Cameroun, à environ 6 Km de la ville d'Oyem, Andôme-Odzip s'étend sur près d'un kilomètre, dans une zone en forme de cuvette. Le village est à proximité de la rivière *Mebogho*.

"Odzip" fait référence à une tribu, alors que "Andôme" est le nom d'une espèce végétale, un gros arbre sous lequel une partie des membres d'un clan de la tribu Odzip se résolurent à s'installer vers 1880 au terme d'une longue et pénible migration en provenance du Cameroun. D'autres, moins épuisés, continuèrent leur route pour s'installer de l'autre côté de la ville d'Oyem où ils bâtirent les villages de Ngouema, Zame-Abere et Mvomayop. A noter que ce site avec le gros arbre appartenait aux habitants du village Angone qui le cédèrent après maintes tractations. Le nom composé donné au village a donc une double origine anthropologique et historique.

Accessible par deux voies, empruntées alternativement en fonction de la saison, Andôme est borné au sud par le village d'Angone et au nord par le village Adzebe.

L'habitat, fait de maison en majorité de matériau dur et semi-dur, est compact. Par ce trait, le village affiche une configuration moderne.

Sur le plan socio-démographique, le village est peuplé, selon les déclarations du chef de village, d'environ 200 personnes, voire plus, si l'on tient compte des originaires émigrés dans les principales villes du pays.

Comme la plupart des villages du Woleu-Ntem, le village est composé uniquement de Fang même si on dénombre quelques ressortissants d'autres ethnies du Gabon, notamment des Kotas qui ont suivi leur sœur en mariage dans le village.

On compte aussi quelques étrangers dans le village, surtout des équato-guinéens et des camerounais venus pour des raisons économiques.

Tous les natifs d'Andôme sont liés par la parenté, il n'y a donc pas de mariage entre eux.

A forte dominante catholique, le village se situe d'ailleurs à côté d'une grande mission, la mission catholique Sainte Thérèse.

Les principales langues parlées sont le Fang et le Français.

Les secteurs sociaux de base : il n'y a pas longtemps encore, les habitants du village avaient accès à l'eau potable par le truchement de l'hydraulique villageoise, installée il y a moins d'une dizaine d'années par la coopération canadienne. Le village avait deux pompes, placées l'une et l'autre pratiquement à chaque extrémité du village. Aujourd'hui, elles sont en panne. Seules deux familles disposent de l'eau courante fournie par la SEEG, au prix d'un investissement lourd pour l'achat des dizaines de tuyaux pour se connecter au réseau urbain situé à plus d'un Km du village.

Tous les villageois, à l'exception de ces deux familles, s'approvisionnent dans les ruisseaux et autres petites rivières des alentours. L'adduction d'eau pour tout le village est un projet en gestation.

Le village dispose de l'électricité depuis près de deux ans. Cependant tous les villageois n'en bénéficient pas encore, faute de moyens, mais aussi par conservatisme.

Pour ce qui est de la scolarisation des jeunes, le village bénéficie d'une école primaire (l'Ecole Catholique St Gérard). Celle-ci a été bâtie par les villageois eux-mêmes, avec l'aide financière d'un missionnaire français, Frère Gérard, principal responsable d'une communauté religieuse installée à la mission catholique Ste Thérèse d'Angone, située à moins d'un Km du village. Après les études primaires, les jeunes peuvent aller soit au CES (collège catholique) qui se trouve justement à Angone soit s'inscrire dans d'autres établissements secondaires à Oyem (à 6 Km) qui en compte près d'une demi-douzaine.

Andôme n'ayant jamais disposé de dispensaire a longtemps bénéficié des prestations du dispensaire des Soeurs de la mission catholique Ste Thérèse qui assurait les premiers soins de santé jusqu'à sa fermeture, il y a cinq ans. Le service de santé le plus proche se trouve dès lors, à Oyem, à 6 Km de la localité : ce service dispose de deux hôpitaux, une demi dizaine de cliniques et près de cinq pharmacies.

Les habitants n'ayant pas toujours les moyens d'accéder aux soins de santé modernes, en raison, selon les répondants, du coût élevé des prestations, se tournent vers la médecine traditionnelle. Le village a longtemps été considéré comme un grand centre dans ce domaine jusqu'au décès – il y a quatre ans- d'un praticien autochtone de renom

Les lieux de culte, se résument en une église, de confession catholique. Cette église, comme l'école primaire, a été bâtie par les villageois eux-mêmes.

Située pratiquement au centre du village, elle ne dispose pas d'un prêtres à Andôme du fait de la proximité de la mission catholique Ste Thérèse.

Dans le temps, le village était un grand centre du culte des ancêtres **Melane**, dont le dernier des grands prêtres, vient de décéder, il y a à peine un an.

Sur le plan de la nutrition, les aliments les plus fréquents sont le manioc, les tubercules de manioc, la banane et accessoirement le riz, tandis que les principales sources de protéines sont la viande de brousse, les légumes, les ailes de dindons, le poisson. La chasse et la pêche sont devenues des activités rares.

L'occupation de l'espace ne pose pas problème à Andôme. Chaque famille, et plus généralement chaque clan, en occupe une partie. Il faut quand même faire remarquer que les habitants du village qui ont des liens de parenté avec ceux d'Angone possèdent les plus grandes parcelles. Cet état de choses se justifie, comme nous le notifions au début de ce texte, par le fait que le site actuel avait été cédé par Angone.

S'agissant des activités sociales, les jeunes se partagent entre l'animation d'une chorale religieuse et une équipe de football, avec comme aire de jeu la cour de l'école primaire St Gérard. Autrefois, elle était bien équipée en maillot et en ballons, équipements qui étaient envoyés de Libreville par les cadres du village.

La situation socio-économique : à en croire les notables du village, l'activité villageoise accuse une baisse manifeste depuis quelques années. On peut le constater avec la décroissance numérique et le vieillissement de la population, deux phénomènes consécutifs notamment au départ de plusieurs jeunes vers les centres urbains comme Libreville pour des raisons scolaires et économiques. L'autre conséquence majeure de cette évolution est l'abandon des plantations de cacao.

Sur le plan agricole plusieurs projets, ont été initiés à Andôme, à l'instigation non des communauté villageoises elles-mêmes, mais des fonctionnaires du ministère de l'agriculture originaires du village : bananeraies, plantations de cacao. Ces... initiatives se sont développées particulièrement du côté de "Elik Andôme" (Site abandonné où vivaient les andômois avant de venir s'installer à l'endroit où ils sont aujourd'hui. Ils y ont vécu de 1885 à 1925). Il importe de mentionner aussi des projets d'élevage de poules et de canards, de pisciculture... Ces initiatives n'ont pas survécu.

La seule initiative communautaire ayant vu le jour est celle des jeunes qui, au courant des années 80, avaient décidé de défricher et d'assurer

l'abattage des arbres dans les plantations de leurs mamans pendant les grandes vacances de juillet à septembre et à un prix dérisoire. Aujourd'hui cette activité a perdu de son intérêt depuis.

Ensuite, on ne peut passer sous silence l'existence, dans le village aujourd'hui, de trois fabriques de briques en terre cuite, deux détenues par des natifs du village et la troisième par l'Abbé Léon de la mission catholique Ste Thérèse d'Angone. Ces briqueteries donnent de l'emploi à près de cinq villageois. Soulignons que parmi les trois moules utilisés, deux sont de fabrication moderne (en acier), par contre le troisième a été fabriqué en bois par un villageois.

Il y a enfin une vannerie à Andôme. Elle est tenue par un jeune qui a passé près de 5 ans au chômage après ses études à l'école des cadres ruraux d'Oyem.

Deux tontines ont par ailleurs vu le jour dans le village, à l'initiative de deux femmes. L'une est organisée par les filles, natives du village et l'autre par les femmes d'un certain âge. A cela s'ajoutent deux ou trois groupes de danse **Epolito**. L'un d'eux a d'ailleurs représenté de manière brillante le Gabon à Caracas (Venezuela), il y a quelques années.

Sur le plan commercial, il n'existe pas un marché dans le village, les villageois exposent par conséquent les produits agricoles devant les maisons, en bordure de la route mais la plupart du temps, ils vont les vendre dans des marchés municipaux durant le "Mone-éwonga" (en fang, le jour du marché) c'est-à-dire le jeudi.

Une cordonnerie tenue par un natif du village, une petite épicerie dont le propriétaire est malien et un ou deux magasins de produits de première nécessité complètent les infrastructures socio-économiques.

L'économie forestière, se limite, en l'absence de grandes forêts et d'essences exploitables, à l'activité agricole et dans une moindre mesure, à la chasse et à la pêche de subsistance.

Dans le contexte décrit, l'agriculture est une activité mixte et rotative articulée autour de deux types de plantations.

La première appelée **owono** (arachide) est pratiquée lors de la petite saison des pluies et ne se trouve pas généralement loin du village. Les femmes y plantent essentiellement de l'arachide, le maïs, les patates, légumes et manioc. Pour ce genre de plantations de petite superficie, la division du travail est telle que les femmes débroussent et les hommes abattent.

La deuxième, le **Tsi** est exploité vers le mois de mars dans une forêt relativement dense, par conséquent loin du village. Ici les hommes se chargent de toutes les étapes compte tenu de la densité de la forêt et de la superficie plus grande. On y cultive le concombre, les bananes, les ignames, les tarots, les cannes à sucre et quelques légumes. C'est le principal champ et la principale source d'approvisionnement et accessoirement, de revenu. La production écoulee sur le marché couvre aussi bien les produits bruts que les produits transformés, à l'exemple de la canne à sucre dont les femmes fabriquent du vin, vendu 300 F le litre. D'autre vont carrément en acheter dans des villages lointains et viennent vendre à Andôme. Il faut reconnaître que c'est un commerce florissant.

A côté de l'agriculture, les habitants pratiquent la pêche et l'élevage. S'agissant de la deuxième activité, il s'agit d'un petit élevage de poules, de canards, de cochons, de moutons. La consommation est domestique, ce qui n'empêche pas que l'on en vende lorsqu'un client se manifeste. Cet élevage répond également aux besoins liés aux grandes cérémonies : retrait de deuil, rites divers...

La pêche est pratiquement inexistante aujourd'hui du double fait de la rareté croissante de poissons dans les rivières locales, mais surtout de l'absence de grands fleuves aux alentours. De plus à Andôme, manger le poisson n'est pas une habitude alimentaire très ancrée dans les moeurs, on préfère la viande et la volaille. La pêche à la nasse est la technique la plus courante.

Au total, tous types d'activités confondus, la partie de la production commercialisée est écoulee sur le marché suivant l'éventail des prix ci-après :

- 1 paquet de 10 bâtons de manioc : 750 à 1000 f CFA
- 1 régime de banane : 500 à 3 000 f CFA (selon son poids et sa grosseur)
- 5 silures : 2 500 f CFA
- 1 paquet de feuilles de manioc : 200 f CFA
- 1 corbeille de concombre : 1000 f CFA
- 1 corbeille d'arachides : 500 f CFA
- 1 corbeille de chocolat : 1 500 f CFA
- 1 corbeille de noix de palme : 500 f CFA
- 1 tas de tubercules de manioc : 500 f CFA
- 1 tas de taros : 200 f CFA
- 1 tas de patates : 200 f CFA
- 1 tas d'ignames : 200 f CFA
- 1 tas de bois de chauffe : 1000 f CFA
- 1 paquet de feuilles sauvages : 100 f CFA
- 1 paquet de légumes : 100 f CFA
- 1 gazelle : 1 500 à 2000 f CFA
- 1 antilope : 2 500 à 3000 f CFA
- 1 gigot de sanglier : 2 500 f CFA
- 1 porc-épic : 2000 f CFA.

Pour résumer, la prospérité du village artificielle et surtout symbolisée par la qualité de l'habitat à prédominance moderne, masque la réalité du déclin économique de l'agglomération comme l'illustre l'échec des projets agricoles initiés par les fonctionnaires natifs du village. L'éducation est l'un des rares secteurs sociaux de base à échapper à ce constat. La santé, l'électricité sont assurées partiellement ou pas du tout. L'approvisionnement du village en eau potable n'est pas assuré.

Mvom-Ayop

Mvom-Ayop est un village construit sur l'axe de la Route Nationale 1 qui relie Oyem à Mitzic, à distance respectivement de 18 km et 57 km des deux villes.

Le nom du village signifie littéralement « *sur la rivière Mvom* ». Mvom est aussi le nom du serpent « *boa* », ancêtre historique zoomorphe du lignage. Ce nom est donc lié à l'histoire de ce village et des longues migrations que ses habitants ont connu avant de s'installer définitivement sur le site actuel.

Mvom-Ayop est un rassemblement de sept (7) grandes familles (mvok) que sont : Efong, Mekok, Mefane, Ndoutoumou, Oveng, Azongbe et Nzogue. Il n'y a pas très longtemps, Mvom-Ayop était un singleton, mais avec la politique de regroupement de villages, Mvom-Ayop est devenu un regroupement de trois villages à savoir Mvom-Ayop, Bikogho et Mefane. Tous ses habitants sont des tribus Odzip et Nkodjè.

Les habitants des villages actuels sont venus s'installer en bordure de route, sur ordre des autorités locales qui avaient mission de sortir les populations de la brousse où elles vivaient. Les habitants d'« *élik Mefane* » et d'« *élik Ondondo'o* » ont rejoint les populations de Mvom-Ayop plus de 10 ans plus tard, résistant aux autorités qui usaient des méthodes violentes pour délocaliser les vieux villages. D'aucuns racontent qu'ils avaient été forcés et ne voulaient pas quitter l'ancien site qui pour eux était un lieu d'abondance.

A la tête de chacun des villages du regroupement se trouve un chef.

Mvom-Ayop est un village linéaire dont les maisons aux toits de tôles sont en majorité construites en dur ou semi-dur. Il est traversé en son milieu par une route bitumée praticable en toute saison (la nationale 1). La forêt se trouve à moins de 50 mètres de part et d'autre du village. Il est assez propre sur le plan de l'hygiène villageoise.

Sur le plan socio-démographique : le village Mvom-Ayop est une agglomération de près de 134 personnes, en totalité d'origine fang, à l'exception de deux (2) ressortissants maliens, de trois (3) bassa du Cameroun et d'un couple Nzebi-Duma.

Le poids démographique réel du village semble varier avec la saison des vacances scolaires qui voit alors le village revenir à sa configuration normale ; c'est dire l'importance de l'exode circonstanciel ou de longue durée qui soumet la démographie à de fortes fluctuations.

Le fang est pratiquement la seule langue locale parlée dans le village. La population est à majorité Chrétienne (catholique et protestants), mais on trouve aussi des initiés au « *Ngui* » et « *Melane* ». D'après les villageois, le Ngui lutte contre la sorcellerie alors que le culte melane participe à la prospérité du village.

Les secteurs sociaux de base: le village a bénéficié de l'hydraulique villageoise. Deux (2) bornes fontaines à pédale sont installées aux deux bouts du village. Ces infrastructures hydrauliques datent de 1996 et ont été financées par l'Etat dans le cadre d'un projet communautaire d'hydraulique villageoise nationale.

Les populations utilisent également les eaux de la rivière Mvom qui arrose le village.

Le village est alimenté en électricité par cinq (5) groupes électrogènes achetés par les fils du village en contre partie de la participation de tout le monde à l'approvisionnement en pétrole. Mais on utilise aussi des lampes tempêtes.

Le village dispose d'une école à cycle complet, construite par les populations du village, le financement ayant été assuré par les natifs du village, salariés à Libreville.

Mvom-Ayop n'ayant pas de dispensaire, le village dépend des structures sanitaires d'Oyem. Accessoirement, recours est fait à la médecine traditionnelle.

L'occupation de l'espace est encore régie par la tradition. Selon les coutumes villageoises, celui qui vient s'installer dans le village devient un enfant du milieu. On ne doit pas lui vendre la terre. Elle est un bien communautaire. Toutefois, la forêt ou la terre est répartie selon les clans. Celui qui arrive trouvera toujours dans le village un ami ou un parent. C'est sur la forêt de cet ami ou du parent en question que sera retranchée la portion de terre accordée au nouveau venu.

Le village est doté d'une grande église, bâtie par les populations elles-mêmes.

La principale activité sociale des jeunes est le football.

Du point de vue socio-économique, l'agriculture bénéficie à première vue d'un contexte favorable. La terre de Mvom-Ayop est fertile, assurant ainsi d'une part une variété de productions : tarot, banane, tubercule, igname, arachide, concombre, légume, maïs, canne à sucre, etc. La fertilité du sol et la disponibilité de l'espace, attirent d'autre part des populations qui viennent parfois hors du village, comme les résidents d'Oyem.

L'agriculture est la première activité des habitants de Mvom-Ayop et les villages environnants. Les plantations, de grande superficie, sont à moins de 10 km du village.

Les principales cultures sont le manioc, l'arachide, la banane et les légumes. La canne à sucre, le manioc et la banane procurent le plus de revenus aux villageois grâce, d'une part, au vin de canne (malamba) vendu en grande quantité. Une bouteille de 75 cl de vin de canne coûte 250 f CFA. Il y a d'ailleurs de nombreuses machines à presser la canne dans le village.

La chasse : les chefs de ménage ont pris l'habitude d'entourer les plantations des pièges de façon à les protéger en prenant les animaux qui les dévastent les cultures.

Pour les populations, la faune n'est plus aussi riche qu'autrefois, en raison en partie, de l'exploitation forestière. Il est de plus en plus interdit de chasser dans certaines parties de la forêt. Par conséquent, la chasse se fait maintenant loin du village et en tout temps. Des chasseurs partent de Mvom-Ayop pour aller chasser dans les vieux villages : élik Mefane, élik Ondondo'o, etc.

Les chasses au fusil et au piège sont aujourd'hui les seules techniques de chasse utilisées par les habitants de Mvom-Ayop. Il s'agit essentiellement d'une petite chasse de subsistance.

La pêche : activité particulièrement féminine, la pêche se fait dans les rivières Mvom, Ongomo, Onguengue, Mebogho etc.... Souvent, les femmes partent du village pour pêcher collectivement avec les nasses. C'est pendant la grande saison sèche que l'activité de pêche est plus pratiquée.

Les principales techniques de pêche sont la ligne, la nasse, le barrage et parfois l'utilisation de substances toxiques pour le poisson.

En fonction de l'importance des prises, une partie de la production peut être vendue.

L'élevage : les villageois pratiquent un élevage artisanal qui se limite désormais aux poules et canards, suite au recul de l'élevage des chèvres, moutons et cochons. Les villageois ont au paravent pratiqué l'élevage des chèvres, des moutons et des cochons.

En résumé, faute d'un marché local, l'écoulement de l'ensemble de la production (tous produits) et sa commercialisation sont facilités par la situation géographique du village sur un axe routier qui draine un trafic important d'une part et par la proximité de la ville d'Oyem. La variété des prix est la suivante :

- 1 paquet de 10 bâtons de manioc : 750 à 1000 f CFA
- 1 régime de banane : 500 à 3 000 f CFA (selon son poids et sa grosseur)
- 5 silures : 2 500 f CFA
- 1 paquet de feuilles de manioc : 200 f CFA
- 1 corbeille de concombre : 1000 f CFA
- 1 corbeille d'arachides : 500 f CFA
- 1 corbeille de chocolat : 1 500 f CFA
- 1 corbeille de noix de palme : 500 f CFA
- 1 tas de tubercules de manioc : 500 f CFA
- 1 tas de taros : 200 f CFA
- 1 tas de patates : 200 f CFA
- 1 tas d'ignames : 200 f CFA
- 1 tas de bois de chauffe : 1000 f CFA
- 1 paquet de feuilles sauvages : 100 f CFA
- 1 paquet de légumes : 100 f CFA

- 1 gazelle : 1 500 à 2000 f CFA
- 1 antilope : 2 500 à 3000 f CFA
- 1 gigot de sanglier : 2 500 f CFA
- 1 porc-épic : 2000 f CFA.

L'approvisionnement du village en produits importés entre autres du Cameroun et de Guinée Equatoriale, est en revanche, assuré par quelques bars tenus par les nationaux et par deux boutiques dont les propriétaires sont maliens.

En dehors de l'activité économique traditionnelle de subsistance, Mvom-Ayop a vu se développer depuis cinq ans, une activité économique moderne sous la forme de l'exploitation industrielle du bois par la compagnie malaisienne BORDAMUR. Les techniques d'exploitation particulièrement intensives suscitent la réprobation des populations, celles-ci craignant la destruction de l'environnement forestier, principale source de subsistance. La forêt étant propriété de l'Etat, l'entreprise se prévaut des autorisations des pouvoirs publics.

Le village dispose en définitive d'un certain nombre d'atouts qui tiennent d'abord à sa situation géographique doublement servie par le trafic routier et par la proximité de la capitale provinciale du nord du Gabon. Les atouts propres sont du point de vue traditionnel, l'étendue de la forêt, la fertilité des terres favorables à l'agriculture et la pêche d'un côté ; de l'autre l'exploitation forestière moderne ouvre des perspectives nouvelles qui ne semblent pas se concrétiser compte tenu des techniques d'exploitation utilisées par l'opérateur et des réserves suscitées au sein de la population.

L'existence d'atouts indéniables et le relatif développement du regroupement de villages ne doit pas faire oublier la présence de faiblesses identifiées par les populations elles-mêmes ; celles-ci tiennent au déclin de l'agriculture, contrairement aux apparences et surtout au déclin des activités de chasse et d'élevage; à l'absence d'activités rémunératrices, de projets ayant un effet d'entraînement et impliquant directement les ayant droit.

3.2 Province de la NGOUNIE : les villages de BILENGUI et de MOULANDOU- FOUALA

BILENGUI

Distant de la capitale provinciale de la Ngounié – Mouila - de 12 km, Bilengui, plus connu sous le nom de Douya, est situé sur l'axe routier Mouila-Fougamou (Nationale 1).

La particularité de l'agglomération est d'être un regroupement de deux villages : Tandou Filo et Bilengui, jadis situé à 7 km de Mouila, la création de Bilengui datant du début du XX^e siècle, peu avant la première guerre mondiale.

Traversé en son milieu par une route latéritée praticable en toute saison, le village est entouré par la plaine. La forêt se trouve à trois kilomètres de part et d'autre du village.

Bilengui (le regroupement) est sous l'autorité d'un chef de regroupement

Bilengui est un village à habitat linéaire et dont les maisons couvertes de tôles sont en majorité construites en planches.

L'occupation de l'espace reste gratuite, conformément à une gestion traditionnelle de la tenure foncière qui fait de la terre, la propriété du clan.. Il revient au chef de village de distribuer la terre aussi bien pour construire une habitation que pour des besoins économiques, notamment agricoles. La parcelle sera accordée par un des clans.

Les données socio-démographiques : la population du village Bilengui est de 34 habitants

Deux ethnies peuplent le village : les Punu et les Voungou. Trois langues sont parlées par les habitants du village : le Punu, le Voungou et le français. La population est à majorité catholique, mais on trouve aussi des bwitistes, presque essentiellement voungou..

La population du regroupement de Bilengui serait moins importante qu'autrefois, celle-ci ayant baissé numériquement en raison de l'exode rural qui a notamment affecté les jeunes partis principalement à Mouila, Port – Gentil et Libreville. Au décès des parents, l'installation de ces jeunes en ville, devient définitive.

Les notables du village sont conscients du déclin inexorable de la population, condamnant ainsi le village à la disparition.

Les services sociaux de base : l'agglomération bénéficie depuis des années, de l'hydraulique villageoise dont la borne fontaine à pédale est implantée au centre du village, devant l'école, à la limite entre Bilengui et Tandou Filo. Le village doit cette pompe à l'initiative d'une haute personnalité de la province.

Fonctionnelle en toute saison, la pompe n'assure qu'une partie des besoins: les populations se désaltèrent avec cette eau et recourent à l'eau de la rivière pour les autres besoins domestiques.

En matière d'énergie, le village est privé d'électricité alors qu'il a été alimenté, à certains moments, à l'aide de groupes électrogènes offerts successivement par différentes personnalités.

Parmi les services sociaux de base, il convient de noter la présence d'un dispensaire qui date de 1996. Les consultations et les soins primaires qui y sont donnés, sont dispensés par un infirmier, natif du village. Cependant, le dispensaire manque de médicaments. Et au moment de l'enquête, le paiement du salaire de l'infirmier n'était pas à jour, en raison d'un conflit de compétence entre les administrations locales qui se rejettent la responsabilité de la prise en charge du revenu alloué à l'auxiliaire de santé..

A défaut de recevoir tous les soins au dispensaire, les populations se tournent vers les spécialistes de médecine traditionnelle ou se rendent à Mouila pour les cas les plus importants comme l'accouchement.

Le village dispose depuis 1996, d'une nouvelle école catholique qui comprend trois salles et trois logements d'enseignants. L'enseignement n'est assuré que jusqu'en classe de CE2.

La principale activité des jeunes est le football, la pratique de ce sport étant encouragée par l'existence d'une aire de jeu.

La situation socio-économique : les principales activités du village sont l'agriculture suivie de la pêche, la chasse et de l'élevage.

L'agriculture est la première activité des habitants de Bilengui. Les plantations, de grande superficie, selon les villageois, se font loin du

village. La fertilité reconnue du sol attire les populations qui viennent même d'autres localités, notamment de la ville proche de Mouila et autorise la culture de nombreuses variétés. Mais les cultures prédominantes sont le manioc, la canne à sucre et la banane. La canne à sucre, base de production d'un alcool local, est la principale source de revenu. La bouteille de 75 cl est vendue 250FCFA.

La production agricole globale, jugée importante par les habitants, souffre de la faiblesse du marché local et la vente sur le marché de Mouila est sans intérêt, compte tenu de la production qui inonde déjà ce marché. A ce problème s'ajoutent les destructions causées par les animaux prédateurs, notamment les éléphants.

L'élevage de poules et de moutons est essentiellement destiné à la consommation domestique. La seule exception à cette tradition est l'éphémère tentative d'un des villageois de pratiquer l'élevage de vaches avec l'appui financier d'une société spécialisée en la matière, la SOGADEL

La chasse, en déclin en raison de la raréfaction du gibier est pratiquée de plus en plus loin du village. La pression qui s'exerce sur la faune vient aussi des populations extérieures au village ; certains chasseurs viennent même de la ville de Mouila. Deux techniques s'imposent : la chasse au fusil et aux pièges.

La pêche : elle bénéficie de la présence de nombreux cours d'eau (rivière ou lacs) dans la contrée. Cependant, cette activité est soumise à la rude concurrence des populations venues d'ailleurs, surtout de Mouila, et qui réduisent, certaines saisons, la production des habitants du village.

La ligne, la nasse, le filet, le trémail, le barrage et parfois l'utilisation de substances toxiques sont les techniques de pêche les plus courantes.

Le poisson est vendu quand les parties de pêche sont fructueuses. Il arrive que les villageois fument le poisson pendant la saison sèche.

En l'absence d'un marché, le village s'approvisionne en produits d'importation dans un magasin unique.

Dans l'ensemble, Bilengui ne manque pas d'atouts, ceux-ci étant représentés par les ressources disponibles que celles-ci viennent de la

forêt (présence d'essence comme l'okoumé), de l'agriculture, de la pêche ou des cours d'eau (gisement de sable). Mais ces atouts sont loin d'avoir soutenu le développement du village qui connaît de nombreuses insuffisances : absence d'électricité, chômage, absence d'activités créatrices de valeur ajoutée à l'origine de l'exode irréversible des jeunes, etc.

MOULANDOU FOUALA

Moulandou Fouala est posté à 14 kilomètres de Mouila sur l'axe Mouila-Ndendé.

Moulandou est le premier nom du village. Ce nom viendrait du site qui abrite ce village. Il s'agit d'un site plat et favorable à l'installation. La deuxième particule "Fouala"- traduction littérale de la "France"- a été ajoutée, à la suite de la célébration de la fête du 14 Juillet-fête nationale de l'ancienne puissance coloniale audit village.

Moulandou Fouala est un regroupement composé de 4 villages : Missounda, Kéri, Dimina, Moulandou. Bien que n'ayant pas un chef de regroupement, ce village est sous l'autorité d'un chef.

L'habitat du village, dont les maisons couvertes de tôles sont en majorité construites en planches, est dispersé.

L'occupation de l'espace qui appartient au clan, se fait par don. L'arrivée de nouveaux habitants est considérée comme une source de vitalité renforçant l'essor du village.

Souvent, quand c'est une personne qui a des connaissances dans le village, elle s'adresse à celles - ci qui lui cèderont une partie de leur terre. Quand c'est un inconnu, il s'adresse au chef de village qui réunit les notables avec qui il décide de l'endroit à lui céder.

Moulandou Fouala est traversé en son milieu par une route latéritée praticable en toute saison. La rivière Idighi, perpendiculaire au village, limite celui-ci vers Mouila.

Les données socio-démographiques : la population résidant régulièrement à Moulandou Fouala, à peine 22 habitants, est particulièrement faible. Les enfants de ces personnes vivent soit à Mouila, soit à Libreville par manque d'école. La situation démographique du village marque l'aboutissement d'un long déclin lié à une conjonction de facteurs à l'origine d'un exode rural soutenu : attrait des villes proches ou lointaines, conflits sociaux divers (notamment autour de sorcellerie), mortalité, absence d'activité économique, etc.

Le village est composé uniquement de Punu même si on dénombre une femme Tsogho. Les habitants du village sont tous des Gabonais dont la majorité est catholique.

Le Punu et le Français sont les langues parlées à Mouladou Fouala.

Les services sociaux de base : les habitants du village avaient accès, jusqu'à il y a deux ans et demi, à l'eau potable grâce à l'hydraulique villageoise dont une pompe est placée au milieu du village, en bordure de la route. Cette pompe, aujourd'hui en panne, existait depuis 15 ans. Par conséquent, pendant la saison des pluies, les villageois en sont réduits à consommer l'eau de pluie. La saison sèche, ils utilisent l'eau de la rivière Idighi située à 500 mètres du village.

Le village n'est plus alimenté en électricité, depuis que le groupe électrogène offert par le parlementaire de la circonscription au début des années 90 est tombé en panne.

La situation sanitaire du village est caractérisée par l'absence depuis toujours d'un dispensaire. La proximité de la ville (14km) permet aux habitants d'y recevoir des soins, mais la population exprime son insatisfaction devant le coût des soins de santé et la délivrance systématique d'une ordonnance. Se pose ainsi le problème d'accès aux médicaments qui peut être lié à un manque d'approvisionnement. L'une des conséquences de cet état de fait est le recours à la médecine traditionnelle.

S'agissant de l'éducation, le village qui a vu les effectifs des enfants baisser jusqu'à devenir insignifiant (7 écoliers il y a trois ans), ne dispose plus d'une école depuis trois ans.

La situation socio-économique : l'agriculture, principale activité, avec la pêche, des habitants de Mouladou Fouala, est pratiquée dans deux zones de forêt bien marquées, en raison de la prédominance des savanes et des marécages.

Considérant l'étroitesse du marché local, et surtout les problèmes d'évacuation de leur production liés aux difficultés du transport, les populations semblent volontairement limiter la superficie des champs, alors que la terre est fertile.

Au regard de l'obstacle que les éléphants représentent pour la culture de la banane, sinon pour l'ensemble des cultures, la production rest dominée par le manioc, l'igname et la canne à sucre. La canne à

sucre est une source de valeur ajoutée (jusqu'à 2500FCFA par jour pour cinq litres de vin vendus) à partir du vin qui est tiré de son jus.

Aussi peu dynamique, l'élevage répondant aux besoins domestiques, se limite à quelques poules et moutons. L'élevage des vaches est le fait d'un seul habitant qui a subi une formation sur le tas dans un ranch non loin du village.

Le secteur de la pêche n'est pas plus florissant. Les prises ne sont importantes qu'en saison sèche ; alors, le surplus de la production peut être vendu. Les villageois peuvent aussi fumer le poisson.

Les nasses, hameçons et trémails sont les techniques de pêche les plus utilisées.

Il convient de relever que dans ce contexte de pauvreté manifeste, dans un village sans marché, ni centre d'approvisionnement en produits importés, les villageois sont organisés en un groupe de tontine qui fonctionne bien.

Malgré les contraintes apparentes, un certain nombre d'atouts existent : fertilité du sol, environnement favorable à la pêche en eau douce, indices favorables à l'élevage de petite et moyenne échelle, ressources forestières (présence d'essences indistrielles et commerciales). Il n'en demeure pas moins que d'autres facteurs sont susceptible de compromettre l'avenir du village, notamment la faiblesse démographique, le dénuement caractéristique des secteurs sociaux de base (dispensaire, transport, électricité, éducation, eau, etc.).

Au terme de ces monographies, une évaluation rapide permet de tirer quelques enseignements majeurs. Dans cet esprit, on peut souligner :

- la confirmation d'une comparaison à l'avantage des villages du nord du Gabon sur ceux du sud. Les facteurs déterminants apparaissent en l'occurrence, les tendances démographiques dont le déclin est moins marqué au nord qu'au sud. Ce facteur à lui seul est d'une grande portée qui peut expliquer, l'état de faible développement des services sociaux de base, la faiblesse de l'activité économique, et ... au-delà, l'extinction des villages et du tissu rural. Si le nord n'échappe pas aux mouvements démographiques, ils semblent atténués par une plus grande mobilité et un incessant aller retour entre la ville et le terroir rural.

- La fragilité de la prospérité du nord, manifeste à certains égards ; à regarder de plus près, des facteurs destructurants identiques à ceux qui traversent le monde rural au sud, sont visibles aussi au nord. Ils ne sont contenus que par l'originalité que représentent les transferts réalisés à travers les investissements, notamment immobiliers, opérés par les natifs du nord, même quand ils sont partiellement ou constamment installés en ville où ils exercent une profession. Cet investissement peut être conséquent et avoir une valeur véritablement économique, comme les projets semi agro-industriels, impliquant parfois des natifs compétents dans les techniques agricoles modernes. Les indices d'un faible développement local sont les mêmes : insuffisance des services sociaux de base, absence de niches de valeur ajoutée, vieillissement de la population rurale résidente, faiblesse de l'aménagement du territoire, agriculture confinée à la subsistance.
- Deux socles communs : d'abord l'existence à des degrés divers d'atouts surtout symbolisés par les ressources naturelles : fertilité de la terre souvent source de surplus de production agricole, existence d'essences forestières propres à la création de valeur ajoutée ; ensuite, face aux insuffisances de l'action d'aménagement des pouvoirs publics, les mêmes attentes vis-à-vis de l'Etat ; et enfin la tendance lourde, malgré la relative spécificité du nord, du déclin rapide du monde rural qui renforce la désertification d'un espace en raison d'une non mise en valeur qui met sans doute en cause la politique d'aménagement.

4. LES REPONSES COMMUNAUTAIRES

La population associe la pauvreté à un certain nombre de problèmes aux dimensions variées.

On peut considérer, en effet, ces problèmes selon l'incidence qu'ils ont sur les individus, sur les ménages ou sur la communauté. De ces niveaux d'implication, dépendra l'échelle des réponses. Celles-ci peuvent être soit individuelles, quand elles viennent des agents isolés, soit communautaires ou sociales, quand elles émanent de l'ensemble des acteurs.

Les populations ont été amenées à dire quelles étaient leurs attentes en termes d'alternative et quels types de réponses elles avaient formulées, ou avaient élaborées en rapport avec les items majeurs de l'enquête :

- **S'agissant du Revenu et du pouvoir d'achat, il se dégage les points suivants :** En l'absence d'un revenu suffisant, aucun relais solidaire n'existe sur lequel s'appuieraient les personnes à faible revenu.

Ainsi, 60,9% du panel déclarent ne disposer d'aucune aide matérielle, contre seulement un quart (26,7%) des ménages, qui reconnaît bénéficier de l'aides des parents.

La crise socio-économique qui a contribué à livrer chacun à lui-même, semble avoir beaucoup affecté les mécanismes et le sens de la solidarité familiale.

La perte de référents communautaires et la solitude qui en résulte, prévalent -elles également lorsqu'il s'agit de trouver des alternatives de sortie de la pauvreté ?

On peut répondre par l'affirmative, car la crise socio-économique qui affecte la société semble avoir donné le jour, au sein de la population, à une espèce d'atonie générale ; passivité collective générale qui est rendue par 64,8% des ménages, qui déclarent n'avoir entrepris aucune action comme alternative positive à l'emprise de la pauvreté.. Seul un quart du panel dit avoir engagé des actions personnelles.

Au-delà de ces actions et de l'apathie constatée chez le grand nombre, les attentes se reportent sur l'Etat.

Ainsi, 90,2% des personnes interrogées attendent patiemment l'intervention publique, pour les sortir de la pauvreté.

- **S'agissant de la Santé :** L'amélioration de la situation sanitaire est envisagée d'abord à l'échelle individuelle, vient ensuite le concours de l'Etat.

Ainsi 62,1% des répondants comptent sur leurs propres moyens pour changer de situation sanitaire ; contre 23,6%, qui attendent tout de l'Etat pour améliorer leur état de santé.

La contribution financière de la population, pour l'amélioration de la situation sanitaire, est rejetée par la majorité des enquêtés. C'est l'avis 72,6% du panel qui s'oppose à la perspective d'une contribution financière de la société pour l'amélioration des soins au Gabon ; contre un quart (26,9%) d'avis favorables..

- **S'agissant de l'Alimentation et de la Nutrition :** On peut noter que l'attitude passive des répondants face à la situation vécue, a pour pendant le retrait, l'isolement ou le repli sur soi.

Ce nouveau comportement explique en contrepartie le niveau d'attente élevé des populations à l'égard de solutions venant de l'extérieur, : 74,7% des ménages placent leurs attentes malgré tout, dans les solutions communautaires et 86,1% des répondants comptent notamment sur l'Etat.

- **Dans le domaine de l'Education** : Les problèmes qui subsistent, malgré les progrès enregistrés dans ce secteur, ne suscitent presque pas de mobilisation. Ainsi, 76,2% de répondants avouent n'avoir entrepris aucune action, seuls moins de 10% des ménages déclarent le contraire .

A la question : souhaitez -vous l'intervention de la société dans ce domaine?

Les deux groupes sont unanimes presque dans les mêmes proportions (78%).

Pour 86,2% des ménages, il revient à l'Etat de prendre en charge le secteur.

- **Dans le domaine de l'Equipeement sanitaire et de la salubrité** : La majorité des réponses confirment l'état d'insalubrité de la société. C'est l'avis de plus des deux tiers des réponses.

Toutefois, dans l'ensemble on note une faible mobilisation de la société pour pallier à cette situation. Ainsi, 63% des répondants avouent leur inaction, contre un tiers des ménages, qui déclarent avoir mené des actions, soit à titre personnel (16,2%), soit dans le cadre de réponses communautaires (15,2%). D'où un niveau d'attente très élevé de la part de la collectivité, c'est l'opinion de 81,8% du panel, qui s'expriment en faveur d'une intervention. Dans cette perspective, l'implication de l'Etat est souhaitée par 84,3% des répondants.

- **S'agissant des Voies de communication et du transport** : Les personnes interrogées s'opposent dans une large majorité (78,8%), à l'idée de contribuer financièrement à l'amélioration de l'état du réseau routier. 81,1% des répondants avouent n'avoir entrepris aucune action visant l'amélioration de la situation actuelle ; 76,2% du panel se tournent vers l'intervention de la société, et 90,6% des répondants attendent l'intervention de l'Etat.

CONCLUSION

La perception de la pauvreté par la population est principalement associée à trois indicateurs, qui renvoient de façon emblématique, à trois problèmes principaux: *le niveau de revenu, l'état de santé et les conditions de logement*.

- *Le niveau de revenu* est le discriminant le plus sensible au sein du panel. Quand cet indicateur est cité au premier rang, c'est plus de la moitié du panel (50,9%) qui définit la pauvreté en fonction du revenu. Cette relation est d'autant plus significative que quasiment l'ensemble du panel (90,2%) considère que le revenu disponible n'est pas du tout suffisant. Moins d'un gabonais sur 10 considère alors disposer d'un revenu, soit assez suffisant (7,1% du panel), ou suffisant (2,7% du panel)

- *L'état de santé* vient au second rang des "facteurs de pauvreté". Entre le quart et le tiers du panel, partage cette opinion. De fait la pathologie qui pèse sur la carte épidémiologique, hors la pandémie du VIH/SIDA, est le paludisme, dont le lien avec l'insalubrité de l'environnement et la pauvreté est bien connu des spécialistes. En outre, 56,4% des ménages estiment qu'il y a une relation de cause à effet entre les maladies dominantes à l'instar du paludisme, et la pauvreté. Enfin, achevant de convaincre de l'importance de la santé dans le profil de la pauvreté vécue, il apparaît que 80,9% des ménages, considèrent "*pas du tout satisfaisante*", la prise en charge sanitaire, par les structures dévolues à cette tâche

- *Les conditions de logement* complètent le tableau des facteurs structurants de la représentation de la pauvreté. Ainsi, 55,6% des répondants, soit plus de la majorité des enquêtés, ne sont pas propriétaires de leur habitation, la qualité de celle-ci laissant de plus à désirer, car à peine un tiers du panel (29,5%) juge être bien logé. Plus de la moitié des répondants, soit 67,6%, estiment mauvaises leurs conditions de logement.

En réalité, plus que la qualité de l'habitat individuel, c'est l'ensemble de la situation de l'habitat qui est en cause. En effet, selon 89,1% des répondants, la situation du logement au Gabon est jugée "*pas du tout satisfaisante*".

Dans le prolongement de cette image de la pauvreté dans l'opinion, les réponses communautaires présentent la double caractéristique d'être faibles dans l'ensemble et surtout de se fonder sur une attente particulièrement élevée à l'égard de l'Etat.

En résumé, l'état de l'opinion sur la pauvreté amène incontestablement à s'interroger sur l'échec de l'état providence illustré, entre autres symboles, dans au moins deux secteurs sociaux de base, la santé et l'habitat. Au regard de ce constat, il apparaît impérieux d'œuvrer à la réduction de la forte attente vis-à-vis de l'Etat, observée dans l'opinion et de changer les pratiques et comportements associés à cette attente.

Le DSRP aura donc à offrir le cadre stratégique de formulation des réponses aux déterminants de la pauvreté tels que les reflètent la perception des gabonais. A ce premier défi, s'ajoute l'enjeu qui consiste à surmonter la faiblesse des réponses communautaires telle qu'établie dans la présente étude.

L'impréparation des communautés dans l'élaboration des réponses aux problèmes qu'elles rencontrent, est un élément d'analyse qui rejoint la constance avec laquelle

les programmes de coopération ont eu à souligner les insuffisances structurelles de la mobilisation de la société civile au Gabon. Ce trait de société correspond non seulement à une tendance lourde qui est sans doute une des caractéristiques de la montée de la pauvreté au Gabon, mais il renvoie à certaines questions de société majeures sur lesquelles se joue l'avenir du pays. C'est le cas de l'état de l'opinion face au VIH/SIDA., la sensibilité apparaissant sans commune mesure avec le risque qu'elle fait peser sur fondements démographiques de la société. Plus globalement, en matière de santé et face aux attentes à l'égard de la santé publique, le DSRP devra s'attacher à ouvrir les perspectives d'un réajustement des rôles respectifs des composantes de la société civile (famille, ONG association ...) et des institutions publiques, notamment dans la prise en charge des coûts.

L'avenir du monde rural s'impose comme un axe de réflexion majeur dans le cadre du DSRP. Le déclin de cette composante de la société se poursuit alors que le monde urbain, malgré une croissance rapide, n'est pas parvenu à représenter une alternative viable. Le pays cumule ainsi une désertification grandissante de l'arrière pays avec la montée de la pauvreté urbaine. Au-delà de la lutte contre la pauvreté, cette tendance rend encore plus complexe l'aménagement du territoire comme on le voit avec la dispersion des infrastructures sociales de base dans des hameaux à l'abandon à moyen terme alors que les besoins apparaissent irréductibles dans les agglomérations urbaines. La concentration là où les besoins se cristallisent aujourd'hui masque une évolution critique vers la rupture du point d'équilibre dans l'aménagement, le développement de l'intégralité du pays.

ANNEXES

GUIDE D'ENTRETIEN

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA PAUVRETE

N°

IDENTIFICATION DE L'INTERVIEWE:

Sexe Age..... Résidence.....

Niveau d'instruction : Primaire Second Supérieur Autres (précisez)

Statut matrimonial : Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Veuf(ve)

Situation sociale : Chômeur Salarié (précisez la profession) Travailleurs indépendants
Autres (précisez).....

Taille du ménage : Nombre d'enfants (0-18 ans) Nombre d'adultes

SANTE

1- Quelles sont, dans votre famille milieu, les maladies les plus courantes (Cochez les deux premières) ?

Palu *Diarrhée*
IRA (infection respiratoire aigue) *Autres (précisez)*
VIH/SIDA

2- Considérez-vous que la fréquence de ces maladies est liée :

A la pauvreté
Au manque de structure de soins
Autres causes (Précisez)

3- Quelles sont les conditions d'accès aux centres de soins

Plutôt faciles
Plutôt difficiles
Autres (Précisez)

4- Si ces conditions sont mauvaises, cela est-il dû :

A l'éloignement des centres de soins
A la mauvaise qualité de l'accueil
Au coût élevé des soins
Autres (Précisez)

5- En cas de maladie, où vous soignez-vous régulièrement ?

- Dispensaire*
Hôpital
Centre de soins de la communauté religieuse
Médecine traditionnelle
Autres (Précisez)

6- Considérez-vous la prise en charge de vos problèmes de santé par les structures sanitaires au Gabon :

- Satisfaisante* *Pas du tout satisfaisante*
Assez satisfaisante *Autres (précisez)*

7- Pour améliorer la situation décrite sur quoi comptez-vous le plus ?

- Vos propres moyens* *L'aide communautaire (parent/famille)*
L'aide de l'Etat *L'aide des ONG*
Autres (précisez)

8- Pourriez-vous apporter une contribution financière personnelle pour améliorer la qualité des soins au Gabon ?

- Oui*
Non

9- Quelle action avez-vous déjà menée pour améliorer cette situation ?

- Solution personnelle (précisez)* *Solution communautaire*
Interventions auprès des autorités *Intervention auprès d'ONG*
Création d'une ONG *Aucune action*
Autres (précisez)

10- Si aucune action n'est menée, souhaitez-vous l'intervention d'une ONG, de l'Etat, de la Communauté ou d'un organisme quelconque (précisez)?

- Oui*
Non

EDUCATION

11- Combien de personnes dans le ménage, ont atteint le niveau

- Primaire* *secondaire*
Supérieur *Autres (précisez)*

12- Qu'est ce qui, selon vous, explique ce niveau d'éducation ?

- Les conditions de pauvreté* *Les bonnes conditions sociales et matérielles*
Autres (Précisez)

13- Les conditions d'accès à l'école pour vos enfants (ou pour les enfants de votre quartier) sont-elles ?

- Plutôt faciles*
Plutôt difficiles
Autres (Précisez)

14- Si vous les jugez difficiles, quelle en est la raison ?

- Le coût élevé de la scolarité* *L'éloignement des établissements scolaires*
Autres (Précisez) *La mauvaise qualité de l'encadrement*

15- Pour continuer d'assurer la scolarité des enfants, sur quoi comptez-vous le plus ?

- Vos propres moyens*
L'aide communautaire (parent/famille)
L'aide de l'Etat
L'aide des ONG
Autres (Précisez)

16- Pourriez-vous apporter une contribution financière personnelle pour améliorer la qualité de la scolarisation au Gabon ?

- Oui*
Non

17- Considérez-vous que les conditions de scolarisation des enfants au Gabon sont :

- Satisfaisantes* *Pas du tout satisfaisantes*
Assez satisfaisantes *Autres (précisez)*

18- Quelle action avez-vous déjà menée pour améliorer ces conditions ?

- Solution personnelle (précisez)* *Solution communautaire*
Interventions auprès des autorités *Intervention auprès d'ONG*
Création d'une ONG *Aucune action*
Autres (précisez)

19- Si aucune action n'est menée, souhaitez-vous l'intervention d'une ONG, de l'Etat, de la Communauté ou d'un organisme quelconque (précisez) ?

- Oui*
Non

HABITAT

20- Quel est le statut d'occupation de votre logement ?

- Locataire*
Propriétaire
Logé par les parents
Autres (Précisez)

21- Quel est le type de matériau de construction de votre logement ?

- En dur* *En planche*
En semi dur *Autres (précisez)*

22-Quelle source d'éclairage utilisez-vous dans votre logement ?

- Eclairage SEEG (compteur personnel)*
Alimentation chez le voisin
Groupe électrogène
Lampe tempête
Autres (Précisez)

23-Quelles sont vos sources d'approvisionnement en Eau ?

- Livraison SEEG (compteur personnel)*
Alimentation chez le voisin
Borne fontaine
Hydraulique villageoise
Puits
Rivière
Autres (Précisez)

24-Quel type de WC utilisez-vous ?

- Toilette à eau courante* *Latrines*
Autres (précisez)

25-Pour la cuisson de vos aliments, quel est le combustible le plus utilisé ?

- Gaz* *Feu à bois*
Four électrique *Micro onde*
Four à pétrole *Autres (précisez)*

26-Au regard des caractéristiques de votre logement, diriez-vous que vous êtes :

- Très bien logé* *Bien logé*
Mal logé *Micro onde*

27-Si vous êtes mal logé, quelles sont selon vous les raisons de cette situation ?

- La pauvreté*.....
Les insuffisances de l'action des autorités.....
Les difficultés matérielle et financières (précisez)
Autres (Précisez)

28-Considérez-vous que la situation du logement au Gabon est en général :

- Satisfaisante* *Pas du tout satisfaisante*
Assez satisfaisante *Autres (précisez)*

29-Considérez-vous que les conditions d'hygiène dans votre quartier sont :

- Bonnes*
Assez bonnes
Mauvaises
Autres (Précisez)

30-Quelle action avez-vous déjà menée pour améliorer cette situation ?

- Solution personnelle (précisez)* *Solution communautaire*
Interventions auprès des autorités *Intervention auprès d'ONG*
Création d'une ONG *Aucune action*
Autres (précisez)

31-Si aucune action n'est menée, souhaitez-vous l'intervention d'une ONG, de l'Etat, de la Communauté ou d'un organisme quelconque (précisez)?

- Oui*
Non

ALIMENTATION

32-Combien de repas prenez-vous par jour

- Un seul (précisez à quel moment)* *Trois*
Deux

33- Quel est l'aliment le plus fréquent ?

- Le manioc* *Le pain*
Le riz *Autre (précisez)*

34-Quelle est la principale source de protéines

- La viande (précisez s'il s'agit du gibier)* *Le poisson frais*
Le poisson fumé *Le poulet*
Les légumes verts (oseille...) *Autres (précisez)*

35-Considérez-vous vos revenus suffisants pour bien nourrir votre famille ?

- Oui*
Non

TRANSPORT

36-Quel moyen de transport utilisez-vous fréquemment pour sortir de votre quartier ?

- Taxi* *Voiture personnelle*
Taxi bus *"Transport Clando"*
Bus SOGATRA *Autres (précisez)*

37-Considérez-vous les conditions de transport

- Satisfaisantes*
Assez satisfaisantes
Pas du tout satisfaisantes

38-Considérez-vous que votre quartier est :

- D'accès facile*
D'accès difficile
Enclavé
Autres (Précisez)

39-Comment appréciez-vous l'état du réseau routier dans votre quartier?

- Satisfaisantes*
Assez satisfaisantes
Pas du tout satisfaisantes

40-Pourriez-vous apporter une contribution financière personnelle pour améliorer le réseau routier au Gabon?

- Oui*
Non

41-Quelle action avez-vous déjà menée pour améliorer cette situation ?

- | | | | |
|---|--------------------------|--|--------------------------|
| <i>Solution personnelle (précisez)</i> | <input type="checkbox"/> | <i>Solution communautaire</i> | <input type="checkbox"/> |
| <i>Interventions auprès des autorités</i> | <input type="checkbox"/> | <i>Intervention auprès d'ONG</i> | <input type="checkbox"/> |
| <i>Création d'une ONG</i> | <input type="checkbox"/> | <i>Aucune action</i> | <input type="checkbox"/> |
| <i>Autres (précisez)</i> | <input type="checkbox"/> | | |

42-Si aucune action n'est menée, souhaitez-vous l'intervention d'une ONG, de l'Etat, de la Communauté ou d'un organisme quelconque (précisez)?

- Oui*
Non

EMPLOI / REVENU

(Selon les cas)

43-Depuis quand avez-vous votre emploi ?.....

44-Depuis quand êtes-vous au chômage ?.....

45-Depuis quand êtes-vous à la recherche d'un emploi (1^e emploi) ?.....

46-Y-a-t-il un (d') autre(s) membre(s) du ménage qui travaille(nt)....., précisez le nombre.....

47-Y-a-t-il un (d') autre(s) membre(s) du ménage qui sont au chômage....., précisez le nombre.....

48-Y-a-t-il un (d') autre(s) membre(s) du ménage qui sont à la recherche d'un premier emploi....., précisez le nombre

49- Pour les besoins courants, quel est le montant mensuel de vos dépenses ?

entre 10 000 F et 50 000 F Cfa Précisez

entre 50 000 F Cfa et 100 000 F Cfa Précisez

Au delà de 100 000 F Cfa Précisez

50-Quel est votre revenu mensuel actuel ?

entre 10 000 F et 50 000 F Cfa Précisez

entre 50 000 F Cfa et 100 000 F Cfa Précisez

Au delà de 100 000 F Cfa Précisez

51-Par rapport à vos besoins courants, jugez-vous votre revenu :

Suffisant..... Assez suffisant Pas du tout Suffisant

52-Si votre revenu n'est pas du tout suffisant, bénéficiez-vous de l'aide :

Des parents De l'Etat

Autres (précisez) Aucune aide

53-Quelle action avez-vous déjà mené pour améliorer cette situation ?

Solution personnelle (précisez) Solution communautaire

Interventions auprès des autorités Intervention auprès d'ONG

Création d'une ONG Aucune action

Autres (précisez)

54-Si aucune action n'est menée, souhaitez-vous l'intervention d'une ONG, de l'Etat, de la Communauté ou d'un organisme quelconque (précisez)?

Oui

Non

SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

55-Considérez-vous vos conditions de vie comme celles

D'une personne pauvre

D'une personne aisée

D'une personne riche

Autres (Précisez)

56-Si vous vous considérez pauvre, qu'est ce qui, selon vous, caractérise une personne pauvre (classez par ordre d'importance de 1 à 4)

L'état de santé

Le niveau de revenu

Les conditions de logement

Autres (Précisez)